

Avis de convocation / avis de réunion

ATLANTIQUE PIERRE 1

Société civile de placement immobilier au capital de 35.026.749 euros
Siège social : 8 rue Auber 75009 PARIS
338 024 607 R.C.S. PARIS

Avis de convocation

Par courrier en date du 6 juin 2018 et avis paru au *Bulletin des Annonces Légales Obligatoires* en date du 1^{er} juin 2018, vous avez été invité, en votre qualité d'associé, sur première convocation, à l'Assemblée Générale Mixte de la Société Civile de Placement Immobilier ATLANTIQUE PIERRE 1, qui s'est tenue le 21 juin 2018 à 14h30, au siège social de la société, 8, rue Auber 75009 PARIS.

Lors de cette Assemblée Générale du 21 juin 2018 :

- Le quorum requis pour l'Assemblée Générale Ordinaire a été réuni
- Le quorum requis pour l'Assemblée Générale Extraordinaire n'a pas été réuni

En conséquence, la société de gestion a l'honneur de vous inviter, sur seconde convocation, à l'Assemblée Générale Extraordinaire qui aura lieu le 2 juillet 2018 à 14h30, au siège social de la société, 8, rue Auber 75009 PARIS.

L'Assemblée Générale extraordinaire se tiendra à l'effet de délibérer, sur seconde convocation, sur l'ordre du jour ci-après reprenant les résolutions à caractère extraordinaire.

I/ Ordre du jour :**Résolutions à titre extraordinaire**

11. Ratification du transfert de siège social de la SCPI ;
12. Pouvoirs de la Société de Gestion pour modifier les statuts en cas de transfert du siège social dans la même ville ou dans un département limitrophe ;
13. Modification de la durée du mandat du dépositaire ;
14. Pouvoirs pour formalités.

Demande de résolutions par des associés représentant 4,37 % du capital en application de l'article R214-138 II du Code monétaire et financier :

- Résolution M1 (à caractère extraordinaire) : *Modification de l'article 13 des statuts*
- Résolution P (à caractère extraordinaire) : *Modification de l'article 23 des statuts*

II/ Texte des résolutions :**RESOLUTIONS A TITRE EXTRAORDINAIRE**

Onzième résolution – *Ratification du transfert de siège social de la SCPI* — Après avoir rappelé que, conformément à l'article 4 des statuts de la SCPI, le siège social de la SCPI peut être transféré en tout endroit de la même ville ou d'un département limitrophe par simple décision de la Société de Gestion,

L'Assemblée Générale prend acte de la décision de la Société de Gestion de transférer le siège de la SCPI du « 8 rue Auber, 75009 Paris » au « 153 boulevard Haussmann, 75008 Paris », à compter du 13 juillet 2018, et décide, en conséquence, de modifier l'article 4 des statuts de la SCPI fixant le siège social de la SCPI comme suit :

Ancien article :**Article 4 - Siège social**

« Le siège social est fixé à PARIS 9ème, 8, rue Auber. »

Nouvel article :**Article 4 - Siège social**

« Le siège social est fixé à PARIS 8ème, 153, boulevard Haussmann. »

L'Assemblée Générale autorise la Société de Gestion à réaliser toutes les formalités de publicité requises par la loi afin de matérialiser cette modification.

Douzième résolution – *Pouvoirs de la société de gestion pour modifier les statuts en cas de transfert du siège social dans la même ville ou dans un département limitrophe*

Après avoir rappelé que, conformément à l'article 4 des statuts de la SCPI, le siège social de la SCPI peut être transféré en tout endroit de la même ville ou d'un département limitrophe par simple décision de la Société de Gestion,

L'Assemblée Générale décide de modifier cet article afin de permettre à la Société de Gestion de modifier les statuts en conséquence de sa décision de transfert du siège social en tout endroit de la même ville ou d'un département limitrophe et approuve, en conséquence, les modifications afférentes de l'article 4 des statuts de la SCPI « Siège social » de la manière suivante :

Ancien article :**Article 4 - Siège social**

« Le siège social est fixé à PARIS 9ème, 8, rue Auber. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville ou d'un département limitrophe par simple décision de la société de gestion et en tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire. »

Nouvel article :**Article 4 - Siège social**

« Le siège social est fixé à PARIS 8ème, 153, boulevard Haussmann. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville ou d'un département limitrophe par simple décision de la société de gestion qui a tous pouvoirs pour modifier les statuts en conséquence et en tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire. »

Treizième résolution – *Modification de la durée du mandat du dépositaire*

Après avoir constaté que l'article 21 des statuts de la SCPI prévoit que : « *La durée du mandat est proposée aux votes de l'assemblée générale et dépendra des conditions commerciales obtenues. Il est reconductible.* »,

Après avoir constaté que la convention conclue avec le dépositaire de la SCPI le 17 mai 2016 est conclue pour une durée indéterminée,

L'Assemblée Générale décide de modifier cette clause des statuts afin de refléter cette durée, et approuve, en conséquence, les modifications afférentes de l'article 21 des statuts de la SCPI « *Dépositaire* » de la manière suivante :

Ancien article :

Article 21 - Dépositaire

« *La Société est tenue de désigner un dépositaire après accord du conseil de surveillance. Cette désignation est soumise à la décision de l'assemblée générale ordinaire des associés. La durée du mandat est proposée aux votes de l'assemblée générale et dépendra des conditions commerciales obtenues. Il est reconductible. Sa cessation ne donne lieu à aucune indemnité.* »

Nouvel article :

Article 21 - Dépositaire

« *La Société est tenue de désigner un dépositaire après accord du conseil de surveillance. Cette désignation est soumise à la décision de l'assemblée générale ordinaire des associés. La durée du mandat est indéterminée.* »
(Le reste de l'article est inchangé).

Quatorzième résolution – Pouvoirs pour formalités — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes formalités légales de dépôts et de publicité et généralement faire le nécessaire.

Demande d'inscription de résolutions par des associés représentant 4,37 % du capital en application de l'article R214-138 II du Code monétaire et financier (résolutions non agréées par la Société de gestion) :

Exposé des motifs :

S'agissant du renouvellement du mandat de gestion, l'article 13, alinéa 2, paragraphes 2, 3 et 4 des statuts d'ATLANTIQUE PIERRE1, comporte une rédaction ampoulée, défavorable aux associés, qui a été suscitée dans le passé par le conseil de surveillance. Il convient de modifier cette rédaction en la rationalisant et en la simplifiant.

Il convient de noter qu'en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, l'assemblée générale d'une SCPI est souveraine pour attribuer un mandat de gestion ou lui mettre un terme.

Résolution M1 (à caractère extraordinaire) :

L'Assemblée Générale décide de modifier les paragraphes 2, 3 et 4 de l'alinéa 2 de l'article 13 des statuts de la SCPI ATLANTIQUE PIERRE1 :

• L'Assemblée Générale décide de supprimer l'ancienne rédaction:

« *La société de gestion est nommée par l'assemblée générale ordinaire de l'année N pour la durée des trois exercices suivants, soit les années N+1, N+2 et N+3 soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018.*

Le mandat de gestion sera renouvelable une seule fois pour une période de trois exercices soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

A compter de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2022, le mandat sera renouvelable pour une période d'un exercice.

• L'Assemblée Générale décide d'adopter la nouvelle rédaction:

« La société de gestion est nommée par l'assemblée générale ordinaire de l'année 2018 pour la durée de l'exercice social 2019 puis, les années suivantes, par l'assemblée générale ordinaire de l'année N pour la durée de l'exercice social de l'année N+1 ».

Exposé des motifs :

Pour des motifs éthiques et déontologiques les Assemblées Générales de la SCPI ATLANTIQUE PIERRE1 doivent être présidées par l'un de ses associés non gérant désigné par l'Assemblée Générale à son ouverture. Voir les développements utiles dans le document joint « Présidence d'une Assemblée Générale de SCPI ».

Résolution P :

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 5, premier alinéa de l'article 23 des statuts de la SCPI ATLANTIQUE PIERRE1 :

L'Assemblée Générale décide de supprimer l'ancienne rédaction :

« *Réunion de L'Assemblée*

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil de surveillance ou, à défaut par le membre du conseil de surveillance le plus âgé. A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président ».

L'Assemblée Générale décide d'adopter la nouvelle rédaction :

« *Réunion de L'Assemblée*

L'assemblée générale, quelles que soient les circonstances de sa convocation, élit son président à l'ouverture de sa réunion, parmi les associés non gérants, à la majorité des parts viriles présentes ou représentées ».